

Communiqué des Ministres des Finances et Gouverneurs de banque centrale des pays du G7

8 août 2011

Face au regain des tensions sur les marchés financiers, nous, Ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales des pays du G7, affirmons notre engagement à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la stabilité financière et la croissance dans un esprit de coopération étroite et de confiance.

Nous nous engageons à réagir pour apaiser les tensions créées par les défis récents auxquels nous sommes confrontés s'agissant de nos déficits budgétaires, notre dette et notre croissance, et nous saluons les actions décisives prises aux Etats-Unis et en Europe.

Les Etats-Unis ont adopté des réformes qui généreront à moyen terme des réductions substantielles du déficit. En Europe, le sommet de la zone euro a adopté le 21 juillet un ensemble complet de mesures visant à améliorer la situation de la Grèce et des autres pays faisant face à des tensions pour leur financement, notamment en accordant plus de flexibilité dans le fonctionnement de la FESF. Nous sommes maintenant concentrés sur la mise en œuvre rapide et complète des décisions prises. Nous saluons la déclaration de la France et de l'Allemagne à cet effet. Nous saluons aussi la déclaration du Conseil des Gouverneurs de la BCE.

Nous sommes déterminés à agir de manière coordonnée chaque fois que cela est nécessaire, à assurer la liquidité et soutenir le bon fonctionnement des marchés, la stabilité financière et la croissance économique.

Ces actions, jointes à la poursuite des efforts de discipline budgétaire, assureront la soutenabilité de nos finances publiques à long terme. Aucun changement dans les fondamentaux ne justifie les tensions financières subies récemment par l'Italie et l'Espagne. Nous saluons les mesures additionnelles annoncées par l'Italie et l'Espagne pour renforcer leur discipline budgétaire et soutenir l'activité économique et la création d'emplois.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement de la zone euro ont clairement indiqué que l'implication du secteur privé dans le cas de la Grèce est une mesure exceptionnelle liée à des circonstances uniques et ne sera en aucun cas appliquée à un autre membre de la zone euro.

Nous réaffirmons notre intérêt commun dans un système financier international fort et stable, et notre soutien pour des taux de change déterminés par les marchés. Une volatilité excessive et des mouvements désordonnés des taux de change a des implications négatives pour la stabilité économique et financière. Nous nous consulterons étroitement sur les actions sur les marchés des changes et coopérerons en tant que de besoin.

Nous resterons en contact étroit au cours des semaines à venir et coopérerons en tant que de besoin, prêts à prendre toute action nécessaire pour garantir la stabilité et la liquidité des marchés financiers.